



0708IND

# Action Urgente

FIAN- France  
15, rue Georges JACQUET  
38000 GRENOBLE  
Tel: 04 38 21 05 08  
Fax : 04 76 48 49 85  
[fianfrance@no-log.org](mailto:fianfrance@no-log.org)  
[www.fian.ras.eu.org](http://www.fian.ras.eu.org)

## **INDE : Des Adivasi risquent d'être expulsés massivement de leurs terres à cause de la construction d'une aciérie TATA à Chhattisgarh en Inde**

1500 familles Adivasi (peuple indigène) sont menacées d'expulsion de leurs terres à cause du projet de construction d'une aciérie TATA dans la zone de Lohadiguda, Bastar, Chhattisgarh. Ceci constitue une violation flagrante du droit des Adivasi à se nourrir et signifiera faim et malnutrition pour eux dans le futur.

### **Contexte**

Bastar est une circonscription faisant partie du Chhattisgarh en Inde septentrionale où de grandes superficies de forêts naturelles existent encore. Les forêts couvrent les  $\frac{3}{4}$  du district. Beaucoup d'animaux sauvages vivent encore dans les forêts de Bastar, bien qu'il n'y ait que quelques parcs nationaux et Réserves de Vie Sauvage destinés à la protection des forêts et du gibier. Bastar est une zone touristique du Chhattisgarh qui est très attractive. Plus de 70% de la population sont des indigènes (Adivasi)

Le gouvernement du Chhattisgarh mène une politique d'industrialisation et cherche à attirer des investisseurs commerciaux et industriels. La S.A.R.L. Entreprise Sidérurgique TATA ( TISCO ) fait partie du Groupe TATA, une compagnie qui travaille au niveau mondial et qui comprend 96 sociétés travaillant dans 7 secteurs commerciaux et opérant dans 54 pays répartis sur tous les continents.

Le 4 juin 2005, le Département des Ressources Industrielles et Minérales du Chhattisgarh et TISCO ont signé un Mémoire d'Accord (MoU) au sujet de la construction par TATA d'une aciérie dans le district de Basta, près de la ville de Jagdalpur. L'existence de ce Mémoire d'Accord n'a pas toujours été révélée et ce document ne sera publié que lorsque la Société Tata sera parvenue à un accord avec le Gouvernement de l'Etat et aura obtenu tous les droits et les autorisations stipulés dans le MoU.

Le district de Bastar est particulièrement protégé parce que la Constitution indienne l'a déclaré zone classée et il jouit de privilèges et de dispositions spéciales. Malgré cela, le gouvernement de Chhattisgarh a promis la terre des Adivasi à Tata pour son projet d'aciérie sans avoir obtenu le consentement des populations lésées. Les Adivasi ne possèdent des titres de propriété que pour certaines parties des terres convoitées. Les terres privées requises seront acquises par l'Etat et transmises à TISCO endéans les 6 à 9 mois qui suivront la réception de la demande formelle de la compagnie. L'usine sera située sur 5300 arpents (~2600 ha) de terres. 1500 familles de 10 villages seront lésées.

Les sommes prévues comme indemnités compensatoires sont beaucoup trop faibles. De plus, seuls ceux qui peuvent prouver qu'ils sont propriétaires de la terre obtiendront un dédommagement. Vu que la majorité des Adivasi de Bastar sont de petits métayers sans titre de propriété, ils ne recevront aucune indemnité. Ces derniers mois, les opposants au projet ont eu à faire face à une répression de plus en plus violente exercée par les forces de l'ordre.

Selon le gouvernement, il y aura beaucoup d'emplois à pourvoir et dans la zone, tous profiteront de la prospérité. Pourtant, même le MoU conclu avec Tata indique que la création d'emplois à grande

échelle ne sera pas générée avant que l'usine ne tourne à plein rendement. (en 2018 ) D'autres installations industrielles de Chhattisgarh montrent que ces unités n'entraînent pas la création de beaucoup d'emplois pour la population locale. La plupart des travailleurs sont des étrangers à la région.

## **Mandat**

En tant qu'Etat partie au Pacte relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, l'Inde et conséquemment l'Etat de Chhattisgarh ont l'obligation, au titre du droit international de respecter et protéger le droit des paysans à une alimentation adéquate. En acquérant les terres des paysans sans prendre de mesures effectives pour garantir leur droit à se nourrir eux-mêmes durablement, ce qui inclut une réhabilitation et un dédommagement complets, l'Inde et l'Etat de Chhattisgarh sont sur le point de violer le droit à l'alimentation de ces personnes. De plus, selon le 73<sup>ème</sup> amendement à la Constitution indienne, dans son article 243G, il revient au système Panchayati Raj des conseils de villages de préparer les projets de développement économique et de justice sociale. Pourtant, ces conseils de villages n'ont même pas été impliqués dans la décision concernant l'aciérie Tata.

**Une action urgente s'impose pour défendre le Droit à l'Alimentation et les droits constitutionnels des villageois dont beaucoup risquent de souffrir de faim et de malnutrition s'il en est autrement.**

Veuillez, s'il vous plaît, écrire des lettres polies au Président indien, le Dr A.P.J. Abdul Kalam, avec copies au Dr. Manmohan Singh, Premier Ministre indien, à Sonia Gandhi, la Présidente de la coalition UPA et au Dr. Raman Singh, Ministre en chef de Chhattisgarh.

**Fin de l'action : 20 juillet 2007**

## **Adresses**

Dr. Raman Singh  
Chief Minister of Chhattisgarh  
Room No. 303  
Mantralaya  
D.K.S. Bhavan  
Raipur (C.G.) 492 001  
Fax: 00 91-771-2221306  
cmcg@nic.in

## **Copies**

Dr.A.P.J.Abdul Kalam  
The President of India  
Rashtrapati Bhavan  
New Delhi - 110 004  
Fax : 0091-11-23017290, +91-11-23017824  
presidentofindia@rb.nic.in

Dr Manmohan Singh  
Prime Minister of India  
7, Race Course Road  
New Delhi - 110 001  
Fax: 0091-11-23016857, +91-11-23019545  
manmohan@sansad.nic.in

Mrs. Sonia Gandhi  
leader of UPA, governing coalition  
10, Janpath

New Delhi 110011 India  
Fax: 0091-11 23014481, 23012656, 23018651  
E-Mail: soniagandhi@sansad.nic.in

**Merci d'Informer FIAN de toute réponse à vos fax ou courriers.**

### **Traduction de la lettre proposée**

Monsieur le Gouverneur de Chhattisgarh,

Il n'y a pas bien longtemps m'est parvenue la nouvelle inquiétante que 1500 familles risquent l'expulsion de leurs terres tribales protégées dans la zone de Lohadiguda dans le district de Bastar. Les villages touchés sont Dabapal, Dhuragaon, Bade, Paroda, Beliapal, Belar, Badanji, Takarguda, Sirisguda, Kumhali et Chindgaon et se trouvent tous dans une zone tribale classée. C'est pourquoi l'acquisition de la terre viole les droits constitutionnels des populations tribales.

En juin 2005 déjà, votre Gouvernement a signé un Mémoire d'Accord (MoU) avec la Compagnie Sidérurgique TATA au sujet de la construction d'une aciérie dans la zone, mais la population locale n'a pas encore été informée officiellement de ce projet. Ces derniers mois, les opposants au projet ont eu à affronter une répression de plus en plus violente exercée par les forces de l'ordre. L'expulsion forcée de leurs terres et de leurs sources de revenus constitue une violation flagrante du Droit à l'Alimentation des populations tribales.

En tant qu'Etat partie au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, l'Inde et donc l'Etat du Chhattisgarh ont l'obligation au titre du droit international de respecter et de protéger le droit humain des paysans à une nourriture adéquate.

En tant que personne militant internationalement pour le Droit Humain à se nourrir, je voudrais vous demander :

1. de respecter les droits constitutionnels des communautés Adivasi et leurs droits de propriété sur leurs terres qui leur sont garantis par les dispositions de la Constitution de l'Inde et de mettre fin non seulement aux expulsions forcées des villageois lésés mais aussi à la destruction des villages susmentionnés.
2. de publier le Mémoire d'Accord, d'informer toutes les populations touchées dans la zone des projets d'implantation d'une aciérie et de rendre publique et transparente toute action relative à cette affaire.

Je vous saurais gré de me tenir au courant de toute mesure que vous prendrez à ce sujet.

Sincères salutations.

Dr. Raman Singh  
Chief Minister of Chhattisgarh  
Room No. 303  
Mantralaya  
D.K.S. Bhavan  
Raipur (C.G.) 492 001  
Fax: 0091-771-2221306

Honorable Chief Minister of Chhattisgarh,

Recently, I have heard the disturbing news that 1500 families face eviction from their protected tribal lands in the area of Lohadiguda, Bastar district. The affected villages are Dabapal, Dhuragaon, Bade, Paroda, Beliapal, Belar, Badanji, Takarguda, Sirisguda, Kumhali, Chindgaon and are all part of a scheduled tribal area. The land acquisition therefore violates constitutional rights of the tribals.

Your Government has signed a Memorandum of Understanding (MoU) with the TATA Iron and Steel Company about the construction of a steel plant in the area already in June 2005 but the local population has not officially been informed about the plans yet. In the past few months, opponents of the project had to face increasing state violence. Forced eviction from their lands and livelihood resources is a gross violation of the tribal populations' Human Right to Food.

As a state party to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, India and therefore the state of Chhattisgarh, is duty-bound under international law to respect and protect the peasants' human right to adequate food.

As a person working internationally for the Human Right to Food, I would like to ask you to:

- Respect the constitutional rights of the Adivasi communities and their land ownership rights guaranteed to them by the provisions of the Constitution of India and stop the forced evictions of the affected villagers and the destruction of the above-mentioned villages;
- Publish the Memorandum of Understanding, inform all affected people in the area about the plans for the steel plant and make all action concerning the issue public and transparent.

Please keep me informed about any action you take in this matter.

Yours sincerely,